



Bulletin d'information

Numéro 15 / Novembre 2011

Grand-Duché de Luxembourg

22, boulevard Pierre Dupong
L-1430 Luxembourg
Tel : (00352) 26258230
Fax : (00352) 26258730
www.fmmr.lu / info@fmmr.lu

Italie

Via Flaminia
330 I-00196 Rome
(Code fiscal 97405200581)

20 ans à Palmares (Pernambuco)

Je suis arrivé à Palmares il y a 20 ans, afin de me consacrer à la cause des enfants des rues. Cette année là (1991), le Brésil comptait 146 millions d'habitants, 44% d'entre eux survivaient avec moins d'un demi salaire minimum. Le salaire minimum mensuel brésilien était de 40 dollars. La situation dans le Nordeste et à Palmares était bien pire encore.

Plus de la moitié de la population avait moins de 25 ans. Les rues étaient pleines d'enfants et d'adolescents qui ciraient des chaussures ou vendaient des glaces, ils inventaient n'importe quel service pour gagner quelques sous, ou alors ils mendiaient. L'inflation mensuelle atteignait 26%, presque tous ceux qui travaillaient étaient payés à la semaine.

Sur ces 20 ans, le Brésil a fait de grands pas. Aujourd'hui il compte 192 millions d'habitants, l'inflation est de 6% par an, le salaire minimum est de 231 euros *. Selon les données officielles, 26 millions de brésiliens sont sortis de la pauvreté ces dernières années.

Malgré tout, le Brésil continue de compter un grand nombre de pauvres : 16,27 millions de personnes vivent dans une extrême pauvreté, soit l'équivalent de la population de la Hollande. **60% de ces pauvres vivent dans le Nordeste.** Il s'agit de personnes contraintes de survivre avec moins de 70 reais par mois (environ 30 € *). Cette valeur permet d'acheter 38kg de riz, ou 31 litres de lait, ou 5 kg de viande ou une paire de chaussures, mais elle ne permet pas d'acheter une poupée Barbie, qui coûte ici 80 reais (33 € *). Il y a quelques jours a été divulgué l'Indice de Développement Humain (PNUD). Le Brésil est passé de la 85^e à la 84^e place parmi 187 pays. Il demeure derrière la Bosnie (74^e), le Kazakhstan (68^e), ou encore Trinidad et Tobago (62^e).

Le plus grand problème du Brésil est celui de l'inégalité sociale. D'un côté il y a une minorité de riches et de l'autre des dizaines de millions de pauvres. D'autres points problématiques sont l'éducation et la santé.

Les brésiliens ont en moyenne 7,2 années de scolarité. Au Botswana, la durée moyenne de la scolarité est de 8,9 ans. Au Tadjikistan, elle est de 9,8 ans. L'espérance de vie au Brésil est de 73,5 ans. En Argentine elle est de 75,9 ans, au Mexique 77 ans, au Japon 83,4 ans.

Ici nous continuons, en partenariat avec la Fondation Meninos e Meninas de Rua, à prendre soin des enfants pauvres de Palmares et de l'Etat de Pernambuco. Nous accueillons une centaine d'enfants et d'adolescents victimes d'abandon et de mauvais traitements dans nos maisons-foyers.

Nous prenons en charge près de 500 enfants et adolescents en dehors du temps scolaire avec des cours d'appui scolaire et des activités complémentaires comme la musique, la danse populaire, la capoeira. Les plus âgés sont formés professionnellement.

Tout cela est possible grâce à l'aide de nos partenaires européens, en particulier grâce à la FMMR.

Angelo Vincenti, Vice président de l'ASPP

(* Taux de change 1€ = 2,36 R\$)



La «Fondation Meninos e Meninas de Rua» est une association sans but lucratif (a.s.b.l.) et une organisation non gouvernementale (O.N.G.) de développement. Elle a été fondée le 13 février 1993, à Luxembourg. Elle est laïque, apolitique, neutre et indépendante. Elle œuvre au Brésil où elle finance des projets dont les buts sont la défense des droits fondamentaux des enfants des rues et la lutte contre la pauvreté et la marginalisation.



Palmares, 2011 - Des bénéficiaires du projet "Conquête de la dignité"



C'est dans les premiers mois de 2008 que ma route a croisé celle de la FMMR.

Ce fut une rencontre au sens premier du terme, avec son lot de découvertes et d'enrichissement mutuel. C'est en effet au travers du regard de sa fondatrice, Madame Lucina De Bernardi, que j'ai pu mesurer la sincérité d'un projet fondamentalement humaniste initié en 1993.

On m'a ainsi présenté la rétrospective de près de 15 années d'un combat acharné pour la conquête de la dignité des populations les plus défavorisées. Le point de départ de ce combat a été le constat d'injustices profondes et inacceptables. Injustices dont les premières victimes sont des enfants.

Au moment de cette rencontre, j'étais moi-même mère de famille depuis quelques mois, et ma réflexion a été la suivante : rien ne distingue ces enfants des nôtres, si ce n'est l'endroit où ils sont nés. Ces victimes pourraient être nos propres enfants.

Il doit ainsi être admis que les droits que nous avons acquis au cours de l'histoire, et dont dispose aujourd'hui chaque être sous nos latitudes, doivent encore être acquis dans d'autres pays.

Notre devoir est donc d'aider et conduire ces populations à l'exercice et au respect de leur pleine citoyenneté.

J'ai fait le choix de travailler à la lutte contre les inégalités, au sein de la FMMR. Ce choix pourrait surprendre compte tenu de ma formation initiale. Ayant suivi un parcours universitaire juridique, je suis titulaire d'une Maîtrise (Master I) en Droit européen et Droit comparé, et d'une Maîtrise en Droit public. L'une des premières phrases que j'ai entendues sur les bancs de l'Université a été : « le Droit est partout ». Il est aussi à la Fondation Meninos e Meninas de Rua, qui lutte contre toute forme de discrimination et pour la défense des droits des enfants et adolescents défavorisés et dont l'action toute entière vise le respect et l'application de textes juridiques fondamentaux.

Travailler à la Fondation s'est ainsi révélé être une évidence. En septembre dernier j'ai eu l'honneur d'être nommée Directrice de l'association. Confortée par ce témoignage de confiance, je continuerai, aux côtés de la Présidente fondatrice et du Conseil d'administration, à conduire nos projets dans une démarche conforme à l'esprit originel de la Fondation.

Je souhaite également remercier nos membres, nos donateurs ainsi que le Ministère des Affaires étrangères du Grand - Duché de Luxembourg pour leur soutien et leur fidélité, sans lesquels nous ne pourrions agir aussi largement.

Vous souhaitant une agréable lecture de notre bulletin,

Sylvia Carvalho
Directrice FMMR

Enfants et jeunes filles des maisons - foyers





En 2010

**8 domaines d'intervention
17 680 bénéficiaires directs
(Nordeste du Brésil)**

**Tous les projets sont cofinancés par le
Ministère des Affaires étrangères du
Grand-Duché de Luxembourg**

S'il est incontestable que le Brésil, 7^e puissance mondiale, est un pays en plein essor, on ne peut oublier que **son développement économique ne profite pas à tous.**

Au cours des 10 dernières années, des millions de brésiliens sont sortis de la pauvreté, et ont intégré la classe moyenne. Cependant, plus de 16 millions de brésiliens vivent encore aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté (moins de 70 Reals * par mois). Parmi ces 16 millions de personnes extrêmement pauvres, 40 % sont des enfants de moins de 14 ans et 60% sont des « nordestins ».

Les données révélées par le recensement de 2010 ont réaffirmé l'existence de deux « Brésils ».

D'un côté, un Brésil riche, alphabétisé, avec accès aux services de base, concentré dans les grands centres urbains et majoritairement blanc.

De l'autre, un Brésil pauvre, peu scolarisé, avec des habitations précaires, souvent rurales, majoritairement noir ou métisse.



Localisation de nos projets



Palmares
Etat de Pernambuco (PE)

Maceió, capitale de
l'Etat d'Alagoas (AL)

Mairi
Etat de Bahia (BA)



Depuis sa constitution en 1993, la FMMR défend et soutient le droit à l'éducation pour tous.

La Constitution brésilienne interdit toute forme de **travail des mineurs** de moins de 16 ans, en dehors des contrats d'apprentissage autorisés à partir de 14 ans. Malgré la loi, plus de 4,3 millions d'enfants et adolescents brésiliens travaillent actuellement. Soit autant d'enfants qui voient leur droit de fréquenter l'école complètement nié. **Entre 2005 et 2010, la justice brésilienne a même délivré plus de 33 000 autorisations de travail à des enfants âgés de 10 à 15 ans, au motif qu'ils allaient pouvoir aider à subvenir aux besoins de leurs familles pauvres.**

Le taux de scolarisation des enfants a augmenté, en particulier depuis l'introduction du programme « bolsa familia » en 2003 qui conditionne l'octroi d'une aide financière à la scolarisation des enfants. Dans la pratique, **les parents inscrivent leurs enfants à l'école, mais leur scolarisation n'est pas effective.** Dans l'Etat de Rio de Janeiro, une étude du Secrétariat d'Etat à l'Education (Seeduc) vient de révéler qu'environ 120 000 élèves inscrits dans l'enseignement public ne fréquentent pas l'école, et n'existent donc que dans les statistiques ! **L'amélioration de la qualité de l'enseignement public demeure un autre défi à relever.** Il est fréquent que des enfants scolarisés en 5^e ou 6^e année ne sachent encore ni lire ni écrire leur propre prénom.

L'analphabétisme et l'illettrisme restent élevés, et constituent un obstacle au développement. Dans la région Nordeste, 17,6% de la population est analphabète. Le taux d'analphabétisme des adolescents noirs (de 12 à 17 ans) est près de deux fois plus élevé que celui des adolescents blancs !

Peu scolarisés, et trop souvent contraints de travailler pour aider leur famille, les enfants et adolescents défavorisés exercent souvent des travaux pénibles ou dangereux. Beaucoup se prostituent, mendient, ou tombent sous l'influence des barons de la drogue qui règnent dans leurs quartiers.

Eduquer et former professionnellement les populations défavorisées contribue à leur démarginalisation et leur offre des alternatives à la mendicité, à la drogue, ou à la prostitution.



845 enfants et adolescents issus de familles pauvres vivant à Mairi (état de Bahia), à Palmares (état de Pernambuco) et à Maceió (état d'Alagoas) ont pu suivre chaque jour des **cours d'appui scolaire**. Tous les élèves ont reçu une collation et/ou un goûter.



65 bourses d'études mensuelles ont été versées à des adolescents défavorisés de Palmares et Maceló. Cette aide financière permet de lutter contre l'abandon scolaire et éloigne les bénéficiaires du travail infantile, de la mendicité, mais aussi de la drogue et de la prostitution.

Une particularité de ce projet réside dans son vaste impact. En effet, chaque boursier s'engage à faire un don mensuel en faveur d'écoliers défavorisés. Les 65 boursiers ont fait don de matériel scolaire et d'articles d'hygiène à 248 écoliers.



Près de **400 adolescents** ont été initiés aux **programmes informatiques de base**, augmentant ainsi leurs chances d'accéder à des emplois plus qualifiés.

Près de **700 personnes** ont bénéficié de **formations professionnelles** : artisanat, coiffure, couture, électricité, hôtellerie... autant de formations permettant aux populations marginalisées d'exercer une activité source de revenus, dans la dignité et le respect de leurs droits. Plusieurs anciens participants ont su mettre à profit leurs acquis en « développant » des services de proximité rémunérés : coiffure et travaux de couture dans le voisinage. D'autres ont trouvé du travail dans des commerces, cafétérias, restaurants ou entreprises du bâtiment.

Maceló, formation en hôtellerie (serveur)



Accueil, éveil, alphabétisation

Dans le Nordeste brésilien, seuls **12% des enfants de moins de 3 ans fréquentent une crèche**. Il n'est pas rare que de jeunes enfants, même en bas âge, soient confiés à des frères ou sœurs à peine plus âgés. Parfois même, les enfants sont littéralement livrés à eux même, souffrant de la faim mais aussi du manque de soins. Nombreux sont ceux qui ne sont pas vaccinés. Certains ne sont même pas déclarés administrativement, ils « n'existent pas », malgré le Statut de l'Enfant et de l'Adolescent, qui pose le certificat de naissance et l'enregistrement civil en droit. Près de 600 000 enfants de moins de 10 ans n'ont pas d'existence administrative (IBGE -2011).



184 enfants, issus de familles très pauvres vivant à Mairi et à Palmares ont bénéficié des services de crèches et des activités éducatives et ludiques proposées. Le suivi médical des enfants ainsi que leur alimentation ont été également assurés.

Les enfants âgés de 4 à 6 ans ont fait leurs premiers pas vers l'alphabétisation et l'apprentissage des chiffres. Les plus de 6 ans ont été accueillis sur le temps extra scolaire. Ainsi ils ont pu suivre des cours complémentaires et renforcer leur apprentissage.

58 autres enfants de Palmares ont bénéficié chaque jour d'enseignements spécifiques.



Protection des enfants et adolescents en danger, victimes de violence et mauvais traitements

Les maisons foyers

Dans le Nordeste, région la plus pauvre du Brésil, la violence est en constante augmentation.

Le nombre d'homicides d'enfants et adolescents âgés de 10 à 19 ans est passé de 13.7 à 26.4 pour 100 000. Les adolescents afro-descendants ont trois fois plus de risques de mourir assassinés que les adolescents blancs. Presque toujours, cette violence est liée au trafic de drogue, qui ne cesse de s'étendre. La consommation de « crack » a explosé ces dernières années.

La prostitution infantile est, elle aussi, un fléau. De plus en plus d'adolescents vont vers les grandes villes du littoral nordestin, destinations connues pour le tourisme sexuel. La prostitution se développe également fortement autour des grands chantiers de préparation de la prochaine coupe du monde de football de 2014 et des jeux olympiques de 2016.

Le danger se vit parfois aussi au sein des familles, où la drogue et l'alcoolisme conduisent l'entourage des mineurs à des actes insensés.



La FMMR a continué d'assurer le fonctionnement de deux maisons-foyers à Palmares.

137 enfants et adolescents en détresse, exclus de la vie sociale et familiale, ont résidé dans ces centres d'accueil à la demande des autorités judiciaires, des services sociaux, ou sur présentation spontanée des jeunes victimes. Tous ont bénéficié d'un suivi médical, psychologique et social. Les maisons offrent un abri provisoire, et garantissent le processus de réinsertion sociale ou familiale.



Développement de l'agriculture locale

Jardin communautaire



Un **jardin potager communautaire** est entretenu dans le village de Capim Branco, situé dans la zone rurale de Mairi (Bahia).

10 adolescents, en dehors du temps scolaire, y apprennent les techniques agricoles adaptées au climat local (semi-aride), et y cultivent de quoi assurer la sécurité alimentaire de leurs familles.



Santé - Hygiène Information , prévention , suivi médical

Malgré les efforts fournis par l'Etat brésilien, qui a réduit le taux de mortalité infantile de près de 85% en 30 ans, 96 enfants de moins d' 1 an meurent chaque jour au Brésil (3,4% des décès enregistrés dans le pays). Nombreux sont les parents qui, sans instruction, sans information, ne savent pas quels soins apporter à leur enfant.



Tous les enfants et adolescents intégrant les projets de la FMMR bénéficient de contrôles médicaux. Ils sont vaccinés et soignés le cas échéant. Ils sont sensibilisés et informés quant à l'hygiène corporelle et bucco-dentaire. Les dangers liés à la consommation de drogue, les maladies sexuellement transmissibles ainsi que les grossesses précoces font également l'objet d'ateliers et de réunions d'information.

On dénombre 700 000 grossesses précoces par an. Les grossesses dans la tranche d'âge 10-14 ans sont en augmentation.

Des réunions sont également organisées afin d'informer les familles.



Valorisation de la culture afro-brésilienne

Activités socioculturelles



Majoritairement afro-descendants, les bénéficiaires de nos actions sont trop souvent marginalisés non seulement du fait de leur condition sociale mais aussi du fait de leur couleur de peau.

On a pu calculer à 715 le nombre de **participants** aux activités socioculturelles comme la capoeira, la percussion, la danse folklorique ou la danse afro. Ces activités sont proposées aux enfants et adolescents afin de restaurer leur image, et valoriser leur identité culturelle.



Dialogue, accompagnement et manifestations



Violence et drogue sont des fléaux que l'Etat brésilien peine à combattre. Maceió, capitale du petit état d'Alagoas est la ville la plus violente du Brésil avec 251 homicides pour 100 000 habitants. A Maceió, la violence a augmenté de 222% ces dix dernières années.

Issus de familles très vulnérables et exposés à un risque social élevé, les jeunes bénéficiaires de nos projets sont amenés à réfléchir sur des thèmes liés à leur quotidien et à échanger leurs expériences et leurs opinions.

Diverses **actions de sensibilisation** viennent prévenir et éloigner ces enfants et ces adolescents des dangers de leurs quartiers.

Les familles souffrent du manque d'information, et de l'absence d'appui social et administratif. **Le suivi et l'accompagnement des parents** sont effectués par des professionnels (psychologues, assistants sociaux) qui collaborent avec nos partenaires, notamment lors des visites à domicile.

Des **manifestations publiques**, marches et défilés citoyens sont régulièrement organisés, afin d'impliquer les habitants dans la lutte pour la pacification des quartiers, et pour le respect des droits de chacun.



Aide d'urgence

En juin 2010, des inondations sans précédent ont détruit la quasi-totalité de la ville de Palmares. Pour la première fois depuis sa création, la FMMR a été confrontée à une situation d'urgence. Grâce à la mobilisation de nos membres, ainsi qu'à un subside de 10 000 euros du Ministère des Affaires étrangères, des interventions de premier secours et d'assistance aux victimes ont pu être mises en place.

Au total, 30 000 euros ont été réunis, et ont permis la distribution de :

- 400 matelas
- 200 draps
- 1 fauteuil roulant
- 434 kits contenant des produits d'hygiène et de désinfection
- 40 lits
- 466 paniers alimentaires

1200 familles, soit 6000 personnes (enfants, adolescents, et adultes) frappées par cette catastrophe ont reçu de l'aide.



C'est à travers de solides partenariats avec des associations brésiliennes, reconnues d'utilité publique, que la FMMR réalise et développe ses actions de lutte contre la pauvreté et la marginalisation, ainsi que ses actions en faveur de la défense et l'application des droits fondamentaux des plus défavorisés.

La FMMR soutient trois associations:

- l'ASPP - "Ação Social Paroquia Palmares", qui oeuvre à Palmares, petite ville située à 120 km de Recife, capitale de l'Etat de Pernambuco, et mène à bien les projets : "Devenir Citoyen", "Aide à la formation / Bourses d'études", et "Conquête de la dignité".
- l'ACACB - "Associação da Criança e do Adolescente da Chã de Bebedouro", qui oeuvre à Maceió, grande ville touristique côtière et capitale de l'Etat d'Alagoas, et mène à bien les projets « Education et citoyenneté » et « Bourses d'études ».
- l'ABNSD - "Associação Beneficente Nossa Senhora das Dores", qui oeuvre à Mairi, petite ville rurale située à 280 km de Salvador de Bahia, capitale de l'Etat de Bahia, et mène le projet « Conquête de la citoyenneté ».

Nos partenaires témoignent

"Dans le quartier, la misère est très grande. Il n'y a qu'un centre de soins pour les 10 000 habitants du quartier, et 5 écoles. Il n'y a pas de poste de police, ni de service d'urgences médicales. Il n'y a aucune aire de loisirs où les enfants puissent se divertir en toute sécurité. Beaucoup trop de jeunes meurent avant d'avoir atteint la majorité. Les familles se déchirent. Le trafic de drogue domine."

« Nous devons beaucoup à la solidarité de tous ceux qui soutiennent la FMMR. Grâce à ce soutien, notre travail avance et contribue au développement de centaines d'enfants et d'adolescents. »

« Plus de 400 000 familles reçoivent la « bolsa familia », mais des milliers d'autres ne perçoivent rien et vivent dans la misère la plus totale, mendient dans la rue. Les enfants ne vont pas à l'école. La drogue, la prostitution infantile, les assassinats de femmes, d'enfants, et d'homosexuels sont trop courants pour une société qui se prétend développée. »

« Bien que notre pays soit perçu comme un pays riche, sa richesse est concentrée dans peu de mains. Il y a de fortes inégalités, un manque d'investissements dans l'éducation, la santé, l'habitat, entre autres. Il y a de quoi être abasourdi quand on pense que le gouvernement dépense une quantité énorme d'argent dans des événements comme la Coupe du Monde de 2014 et les Jeux Olympiques de 2016, alors qu'une grande partie de la population ne bénéficie pas de services fondamentaux comme l'assainissement de base. »

Les enfants aussi témoignent

« J'habite au cœur du trafic, on m'a proposé plusieurs fois de la drogue mais je n'ai jamais accepté parce que j'ai appris à donner de la valeur à la vie ». »

« Ma mère fait beaucoup d'erreurs, mais elle ne veut pas que j'en fasse. Elle me dit qu'à l'association j'apprendrai ce qui est bien. »

« Je n'ai plus peur de dire ce que je pense et de défendre ce qui est juste »

« L'association est comme une deuxième famille pour moi, je m'y sens en sécurité »

« Grâce à ce que j'ai appris, je ne serai pas une victime de plus des trafiquants de drogue. »

Merci à tous !



Tout le monde peut soutenir nos projets

On peut le faire à tout moment, mais des événements marquants de votre vie peuvent aussi être l'occasion d'un don plus important ou plus généreux placé sous l'enseigne de la solidarité internationale. Pour ce faire, il suffit de verser un don sur un des comptes courants de la « Fondation » ouverts au Grand-Duché de Luxembourg et/ou en Italie.

Grand-Duché de Luxembourg:

C.C.P.L : (code BIC : CCPL LU LL) IBAN LU63 1111 1123 8054 0000

Banque et Caisse d'Épargne de l'État : (code BIC : BCEE LU LL) IBAN LU88 0019 1000 0262 3000

BGL BNP Paribas : (code BIC : BGL LU LL) IBAN LU43 0030 4471 2182 0000

Dexia - Banque Internationale à Luxembourg : (code BIC : BILL LU LL) IBAN LU71 0027 1508 5920 9000

Les résidents au Grand-Duché de Luxembourg peuvent bénéficier de l'exemption fiscale. Pour cela il suffit de joindre à la déclaration d'impôt les copies des versements, virements, chèques, etc.

Les montants déductibles se situent entre un minimum de €120 par an et un maximum de 20% du revenu annuel, jusqu'à 1.000.000 €.

Italie

Banca Popolare dell'Emilia Romagna – (code BIC BPMO IT22)

IBAN IT48 05387 03203 0000 1459 174 Associazione Meninos e Meninas de Rua - Onlus

CCP : 8171 9304

Les dons en argent ou en nature offerts par des personnes physiques résidentes en Italie en faveur des organisations non lucratives d'utilité publique (ONLUS) sont fiscalement déductibles dans la limite de 10% du revenu annuel déclaré, avec une limite maximale de € 70.000. Les dons offerts par les personnes morales (sociétés) sont déductibles jusqu'à un montant de € 2.065,83 ou, si supérieur, jusqu'à 2% du revenu de la société au net du don.

La loi du 23 décembre 2005 n° 266, article 1, § 337 dispose qu'il est possible de destiner le 5 pour mille de l'IRPEF à l'association Meninos e Meninas de Rua simplement en indiquant dans la case appropriée des Modelli, CUD, 730, UNICO, le code fiscal 97405200581 et en y apposant sa propre signature.